

OULD ABBÈS S'ATTAQUE AUX SPÉCULATEURS SUR LE MÉDICAMENT :

«Je vais continuer à déranger ces gens-là»

Les pénuries récurrentes du médicament sont-elles une fatalité ? Il faut dire que c'en est, là, une spécificité bien algérienne qu'un produit, pourtant disponible sur le marché, soit non accessible au consommateur. Un peu comme pour tous les produits de large consommation, même le médicament n'échappe pas, en fait, au diktat des spéculateurs qui infectent le marché national.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En dépit d'une facture salée, l'une des plus importantes dans le monde, que règle annuellement l'Etat algérien, et malgré des programmes spéciaux régulièrement concoctés pour faire face à la situation, les pénuries sont toujours là.

«Depuis mon arrivée à la tête de ce secteur (en mai 2010), le gouvernement s'est attaqué à plusieurs chantiers. Il y a eu d'abord ce problème de l'importation et vous savez tous ce que j'y ai découvert. Puis, le chantier de la production nationale et, là, l'objectif, et il sera atteint, est de couvrir 70% de nos besoins en 2014. Maintenant on s'attaque au volet de la distribution qui constitue l'une des principales causes de ces pénuries organisées par ailleurs.»

Le propos est du ministre de la Santé, Djamel Ould Abbès, en visite, hier mardi, au siège du groupe Hydra Pharm, à Beni Messous, à Alger. Les chiffres que donnera le ministre sont suffisamment élo-

quents et donnent à leur tour un aperçu sur l'anarchie et la débâcle qui caractérisent l'économie nationale depuis l'indépendance.

«Lorsque j'ai pris mes fonctions de ministre de la Santé, le nombre de distributeurs de médicaments, en réalité des importateurs, était de 666. En Tunisie, ils ne sont pas plus de 46 et autant au Maroc. Pour toute l'Europe, ils ne sont guère plus de trois grands distributeurs !» Cela se passe de tout commentaire. C'est en tout cas la triste réalité d'un pays qui, de l'aveu même du Premier ministre Ahmed Ouyahia, a laissé son économie à l'abandon depuis une vingtaine d'années.

L'ouverture à l'économie de marché dès la fin des années 1980 n'a profité qu'à des spéculateurs, au point où de vulgaires commerçants investissent dans le médicament comme dans l'électroménager, la banane, le concentré de tomates ou la friperie ! D'où ce chiffre irréal de 666 distributeurs !



De vulgaires commerçants investissent dans le médicament.

Les enquêtes diligentées par l'Etat ont abouti jusque-là au retrait d'agréments à pas moins de 240 d'entre eux, qui exercent ce métier hautement sensible, de manière indue. «Beaucoup d'autres suivront. Je sais que je déränge ces gens-là, mais je suis décidé à les déranger encore», précisera

Djamel Ould Abbès. Mais au milieu de cette «faune», il se trouve heureusement des nationaux de métier.

Hydra Pharm : un modèle de réussite

Ainsi du groupe Hydra Pharm, un privé algérien qui est le leader

africain en la matière. Avec six filiales respectivement à Alger, Aïn Defla, Tizi Ouzou, Sétif et Sidi-Bel-Abbès et, bientôt, une septième au sud du pays, le groupe dispose du réseau de distribution le plus efficace à travers le territoire national.

Doté d'une flotte de 170 fourgons aménagés, d'équipements appropriés et aux normes internationales, le groupe, qui emploie pas moins de 1 400 personnes, ne fait pas que dans la distribution en plus. Investissant dans la formation et le marketing, Hydra Pharm est aussi un producteur.

Son unité de production de Khemis Miliana dans la wilaya de Aïn Defla constitue assurément un modèle du genre.

Le groupe y a investi, rien que pour la première phase, dont l'inauguration est prévue pour fin septembre prochain, pas moins de 21 millions d'euros sur fonds propres.

Déjà que le groupe assure l'approvisionnement de 3 800 officines et 102 grossistes à l'échelle nationale.

Le ministre n'a d'ailleurs pas manqué de rendre hommage aux responsables du groupe dont le sérieux et l'apport au secteur en particulier et à l'économie nationale en général sont vraiment incontestables.

K. A.

DÉVELOPPEMENT

DE LA FILIÈRE AVICOLE

Benaïssa favorise des groupements d'intérêts commun

Pour une filière organisée et développée, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural insiste sur la création de groupements d'intérêts communs (GIC) entre les différents acteurs de l'avi-culture.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les prix de l'aliment de bétail (maïs et soja) ne cessent d'augmenter sur le marché international, depuis juin dernier. Une hausse qui pourrait se répercuter sur les prix du poulet et de l'œuf.

Pour atténuer ces effets, le Comité interprofessionnel de la filière avicole suggère la création de groupements d'intérêts communs (GIC) entre les différents acteurs de la filière (importateurs de l'aliment de bétail, éleveurs, producteurs de poussins, abattoirs et distributeurs).

Une proposition fortement approuvée par le ministre de l'Agriculture. Pour Rachid Benaïssa, ces groupements vont booster la filière et améliorer la production. D'ailleurs, le ministre envisage même de conditionner l'exonération des impôts des différents acteurs de la filière par l'intégration des GIC.

Lors de sa rencontre avec le Comité interprofessionnel de la filière avicole hier à Alger, le ministre a incité les différents acteurs de la filière avicole à converger leurs intérêts au sein des GIC. «Les abattoirs doivent jouer le rôle de régulation et les importateurs de la matière première doivent assurer le rôle d'adaptateur», dit-il avant d'ajouter : «Nous ne voulons pas aider des spécialistes de la spéculation conjoncturelle», dit-il.

Il a, toutefois, affirmé que de meilleures décisions seront prises afin d'atténuer les effets des augmentations de la matière première sur le prix fini du poulet et de l'œuf. «Une série de mesures d'ordre technique, organisationnel, d'encadrement financier et même commercial seront appliquées d'ici la fin du mois», précise-t-il.

Intervenant lors de cette rencontre de concertation et de consultation, un importateur d'aliment de bétail, a relevé que le prix de revient d'un kilogramme de poulet est de 150 à 180 DA contre 110 DA en Tunisie, 120 DA au Maroc, 80 DA en France et uniquement 65 DA au Brésil.

Il souligne ainsi l'utilisation «abusive» du maïs et du soja par les éleveurs. «L'Algérie perd 1,5 kilo d'aliment de bétail par kilo de poulet, ce qui rend le coût du poulet plus important qu'ailleurs», dit-il.

Selon lui, la modération dans la consommation de l'aliment de bétail et la modernisation des bâtiments d'élevage engendreront une valeur économique de 200 millions d'euros.

R. N.

ANNABA

Noureddine Moussa lance plusieurs projets d'habitat

Le taux d'occupation par logement (TOL) à Annaba est de l'ordre de 4,6 alors qu'il est de 5,10 à travers le pays, a fait savoir le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa, lors de sa visite de travail, hier mardi, dans cette wilaya de l'extrême nord-est du pays.

Toutefois, le ministre reconnaît que, de part son attirance, cette wilaya fait face à un flux de demandeurs de logements qui viennent pour la plupart des wilayas limitrophes.

Une fois arrivés à Annaba, ces derniers érigent des baraques et déposent des demandes de logement dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Selon le dernier recensement effectué à Annaba en 2007, cette wilaya compte quelque 18 000 baraques.

Entamant sa visite par le grand chantier pour la réalisation de 5.720 logements dont 4 000 par l'Office de promotion et de gestion immobilière à El Kalitoussa, commune de Berrahal, 35 kilomètres à l'ouest de la ville de Annaba, le ministre s'est enquis des coûts et des délais de réalisation à la charge d'entreprises aussi bien nationales qu'étrangère (chinoise).

Sur le site devant accueillir la nouvelle ville de Draâ Erich, commune de Oued Aneb, 25 kilomètres du chef-lieu de wilaya, le membre du gouvernement a annoncé avoir chargé l'Agence nationale de l'urbanisme (Anurb) du suivi et du contrôle à toutes les étapes

d'études et de réalisation de cet ensemble urbain d'envergure. Celui-ci est prévu pour accueillir, en première phase quelque 16 000 logements de types public locatif, publics aidé, promotionnel et même individuel.

Sur place, M. Moussa a invité les responsables à privilégier les équipements publics nécessaires, tels les établissements éducatifs, de santé, de l'état civil, de sécurité, en plus des commerces et autres services. «Ainsi, dira-t-il, ceux qui, une fois établis dans ce lieu, n'auront pas de souci pour la scolarisation de leur progéniture, par exemple.»

Revenant au problème du foncier dans les grands centres urbains tels celui de Annaba, le ministre a estimé

que la seule manière d'éviter cet état de fait est de construire en hauteur, tout en poursuivant la récupération de terrains mal acquis.

Sur ce point, le wali de Annaba, Mohamed El Ghazi, a fait savoir au ministre que dans le cadre de la restructuration urbaine beaucoup de terrains seront récupérés, ajoutant qu'ainsi et durant ces deux dernières années pas moins de 175 hectares ont été déjà récupérés au niveau de la wilaya de Annaba. L'étape suivante a mené le ministre sur le projet de réalisation de logements de types location vente (AADL), public locatif et public aidé au niveau de Boukhadra III, commune d'El Bouni. Sur place, Noureddine Moussa, s'est interrogé sur le retard accusé pour la livraison des logements dont la plupart sont achevés.

Ce retard, lui a-t-on expliqué, est le fait de l'entreprise Sonelgaz qui tarde à brancher les apparte-

ments au courant électrique. Branchement qui sera effectué durant la semaine prochaine, selon le directeur général de l'OPGI.

En sa qualité de ministre par intérim des travaux publics depuis l'élection de celui qui avait la charge de ce portefeuille ministériel à l'APN, M. Moussa a visité l'ouvrage d'art en réalisation à l'embouchure de l'Oued Seybouse ainsi qu'un deuxième situé à l'entrée sud de la ville de Annaba, communément appelé «pont Y». D'un montant de 90 milliards DA, ces deux ouvrages qui ont atteint un avancement de 25%, viendront décongestionner le trafic automobile entre la wilaya de Annaba et celles de Guelma, Souk-Ahras et El Tarf.

Prévue pour le mois de septembre 2013, leur livraison interviendra bien avant, selon le wali de Annaba qui suit ce projet depuis son lancement en 2010.

A. Bouacha

HOLD-UP À AIT-ABDELMOUMÈNE

L'agence postale dévalisée

L'agence postale d'Aït Abdelmoumène, village de la commune de Tizi-N'teleta, dans la daïra des Ouadhias (près de 50 km au sud de Tizi-Ouzou), a fait l'objet d'une attaque à main armée dans la matinée d'hier.

L'attaque a été perpétrée par un groupe de 3 individus armés arrivés au village aux environs de 10 heures, à bord d'un véhicule léger stationné non loin de l'établissement en question qui fait office également d'annexe de la

mairie de Tizi-N'teleta. Deux hommes armés à visage découvert ont fait irruption dans le bureau de poste où ils ont dérobé 50 millions de centimes sous la menace de leurs armes, pendant que leur acolyte en cagoule faisait la sentinelle à l'extérieur. Toute l'opération s'est déroulée sous les yeux médusés des villageois.

Le groupe a pris la fuite vers une direction inconnue.

Amayas Idir